



N°2026-005

ARRETE TEMPORAIRE DE CIRCULATION

**Mise en place d'un poste de transformation pour le compte d'ENEDIS –
Chemin des Carbonières à Druelle Balsac**

Monsieur le Maire,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2122-21 et suivants et L 2213-1 et suivants,

VU le Code de la Route portant règlement général de police de la circulation routière et notamment l'article R 411-8 ;

VU l'arrêté du 5 novembre 1992 relatif à la signalisation des routes et autoroutes ainsi que l'arrêté du 06 novembre 1992 relatif à l'approbation de modifications de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – Signalisation de prescription – Livre 1 – 4^{ème} partie ;

VU la demande présentée le 06 janvier 2026, par l'entreprise LARREN Réseaux -ZA LE COMBAL-12 300 Decazeville, **pour la mise en place d'un poste de transformation pour le compte d'ENEDIS au 921 Chemin des Carbonières à Druelle Balsac.**

Vu l'avis du Département de l'Aveyron en date du 14 novembre 2025 et du 12 janvier 2026.

CONSIDERANT qu'il appartient à l'autorité Municipale de prendre toutes mesures utiles pour assurer la sécurité publique ;

ARRETE

Article 1 : Du 19 janvier 2026 et pour une durée de 40 jours calendaires au 921 Chemin des Carbonières :

- l'entreprise LARREN Réseaux est autorisée à occuper le domaine public, afin de permettre la mise en place d'un poste de transformation pour le compte d'ENEDIS.

- la circulation des véhicules sera interdite à l'exception des riverains avec une déviation via la RD 67, voir le plan en annexe.

Article 2 : L'entreprise LARREN Réseaux de Decazeville devra afficher une copie de l'arrêté sur les lieux des travaux. Elle sera chargée de veiller au respect de la libre circulation des piétons ainsi que des véhicules de secours et incendie. **L'accès aux propriétés riveraines sera en tout état de cause maintenu.**

Article 3 : La signalisation réglementaire sera mise en place et maintenue pendant la durée des travaux par le demandeur. Le demandeur devra veiller à ce que la signalisation soit installée suffisamment en amont du chantier, afin d'informer les usagers.

Article 3 : La présente décision est susceptible de recours administratif auprès de Monsieur le Maire ou de recours contentieux devant le Tribunal administratif de Toulouse, directement par courrier ou par l'application informatique « Télérecours Citoyens » via le site internet www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision concernée.

Article 4 : Le Commandant du Groupement de Gendarmerie, le demandeur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

A DRUELLE BALSAC, le

16 JAN. 2026

Le Maire, Patrick GAYRARD

Affiché le :

16 JAN. 2026





ENEDIS
Madame Sandra LUZET
17 Avenue de Bordeaux
12000 RODEZ

Flavin, le **14 NOV. 2025**

Objet : Commune de DRUELLE-BALSAC – RD67 - Avis sur DE26 / 056812 du 30 octobre 2025

Madame,

L'affaire citée en objet concerne le dossier intitulé « RACC PROD-ARTUS-CHE DES CARBONIERES », pour des travaux HTA et BT prévus sur la route départementale n°67, sur le territoire de la commune de Druelle-Balsac.

L'implantation de ce réseau appelle les observations suivantes de ma part :

- Les tranchées longitudinales seront privilégiées en accotement. En cas d'impossibilité, les travaux devront être réalisés à l'axe de demi-chaussée, et non en bord de chaussée.
- Le nouveau poste devra être positionné à une distance d'au moins deux mètres par rapport au bord de chaussée. S'agissant de zones dites de récupération et de sécurité, l'emplacement du poste devra être le plus éloigné possible de la RD.
- Afin d'éviter le risque d'affaissement du bord de chaussée et pour des raisons de sécurité, les fouilles de jonction ou au droit du poste devront être remblayées en attendant les travaux de branchement définitif.
- Les prescriptions techniques définies par le Département de l'Aveyron pour le réseau routier de catégorie D jointes en annexe devront être respectées lors de la réalisation des travaux.

Je vous rappelle, enfin, que conformément à l'article R 4412-97 du Code du Travail, lorsque les travaux prévus concernent la déconstruction d'enrobés bitumineux, il appartient au donneur d'ordre d'engager toutes les investigations nécessaires permettant de rechercher la présence d'amiante et de HAP dans les enrobés, d'en évaluer les risques et de prendre en charge toutes les sujétions en résultant.

Le compte-rendu d'analyses doit être fourni aux entreprises qui interviennent pour leur compte ainsi qu'au service gestionnaire de la voirie départementale.

L'entreprise devra prévenir Aveyron Services #Mobilités du territoire Centre (au 05.65.71.26.21.) 48 heures avant le commencement des travaux.

Je vous prie de croire, Madame, en l'assurance de mes salutations distinguées.

Le Directeur des Mobilités et de l'Ingénierie Territoriale par intérim


Yann DE BRITO

Pôle Développement des Territoires
Direction des Mobilités et de l'Ingénierie Territoriale

966 route de Rodez
CS 10024 · 12450 Flavin

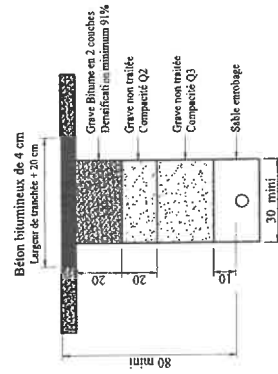
05 65 59 35 00
dmit@aveyron.fr

aveyron.fr

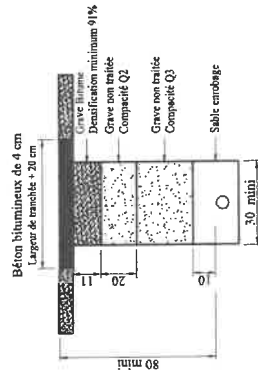
TRANCHEE TRADITIONNELLE

TRANCHEE MECANISEE

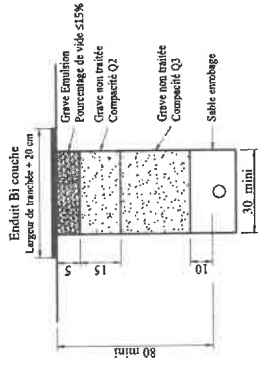
(A) Tranchée Traditionnelle Sous Chaussée ou Rive de Chaussée
Routes Départementales de classe A, B, C



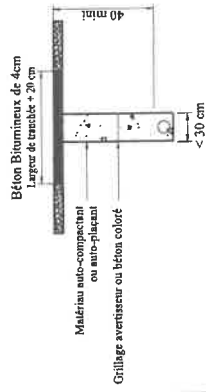
(B) Tranchée Traditionnelle Sous Chaussée ou Rive de Chaussée
Routes Départementales de classe D ou E, dont le revêtement est en béton bitumineux



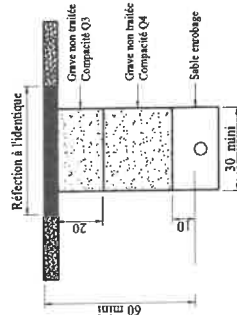
(C) Tranchée Traditionnelle Sous Chaussée ou Rive de Chaussée
Routes Départementales de classe C, D ou E, dont le revêtement est un enduit



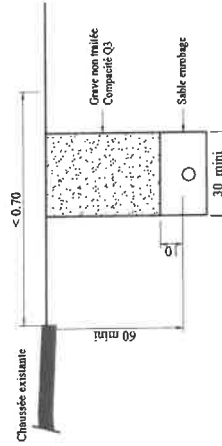
(I) Micro Tranchée Sous Chaussée en Béton Bitumineux



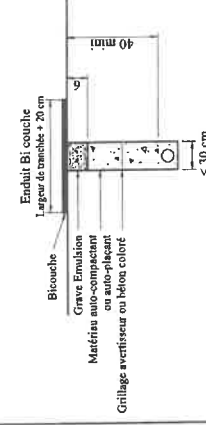
(D) Tranchée Traditionnelle Sous Trottoir



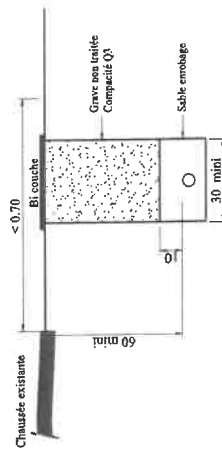
(E) Tranchée Traditionnelle Sous Accotement non revêtu
Routes Départementales de classe A, B
Distance de la tranchée inférieure à 0.70 ml du bord de chaussée



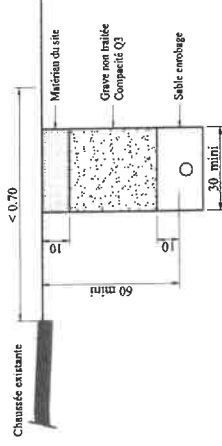
(J) Micro Tranchée Sous Chaussée en Bricouche



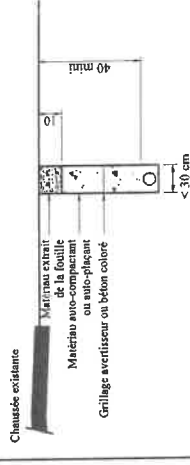
(E') Tranchée Traditionnelle Sous Accotement revêtu
Routes Départementales de classe A, B
Distance de la tranchée inférieure à 0.70 ml du bord de chaussée



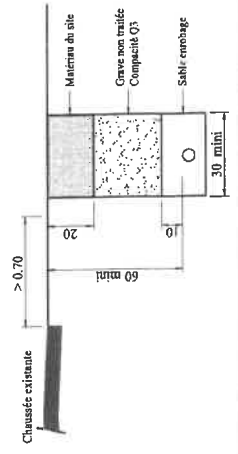
(F) Tranchée Traditionnelle Sous Accotement
Routes Départementales de classe C, D, E
Distance de la tranchée inférieure à 0.70 ml du bord de chaussée



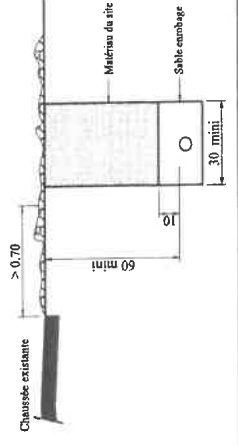
(K) Micro Tranchée Sous Accotement non revêtu



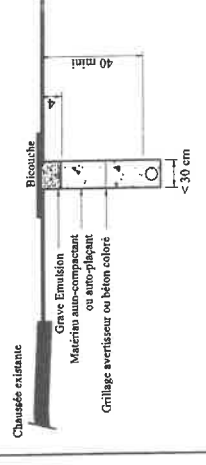
(G) Tranchée Traditionnelle Sous Accotement
Routes Départementales de classe A, B
Distance de la tranchée supérieure à 0.70 ml du bord de chaussée



(H) Tranchée Traditionnelle Sous Accotement
Routes Départementales de classe C, D, E
Distance de la tranchée supérieure à 0.70 ml du bord de chaussée



(L) Micro Tranchée Sous Accotement revêtu



LE DEPARTEMENT DE L'AVEYRON,

REGLEMENT DE VOIRIE

**RELATIF AUX MODALITES D'EXECUTION DES TRANCHEES ET DES TRAVAUX DE REFECTION
DES ROUTES DEPARTEMENTALES REALISES PAR LES OCCUPANTS DU DOMAINE PUBLIC**

ADOpte PAR DELIBERATION DU CONSEIL GENERAL EN DATE DU 21 octobre 2002

Le présent règlement est établi en application de l'article R 131-11 Code de la Voirie Routière.

ARTICLE 1 : CHAMP D'APPLICATION

Ce règlement s'applique à l'installation et à l'entretien de tous types de réseaux divers et d'ouvrages annexes situés dans l'emprise des voies dont le Département est propriétaire.

Elles concernent de ce fait les travaux entrepris par ou pour le compte des personnes physiques ou morales, publiques ou privées suivantes :

- les affectataires,
- les permissionnaires,
- les concessionnaires,
- les occupants de droit.
- les privés.

La création d'une chambre, d'un regard de visite ou de manière générale de tout ouvrage établi pour assurer le fonctionnement ou l'entretien d'une conduite ou d'une canalisation est assimilée à l'ouverture d'une nouvelle tranchée et soumises aux mêmes règles que celle-ci.

ARTICLE 2 : COMPOSITION DU DOSSIER DE DEMANDE

Le dossier comportera les pièces suivantes :

- une fiche descriptive des travaux précisant les noms des entreprises chargées de les réaliser ;
- un plan de situation des travaux permettant de les situer par rapport à un repère connu (carrefour, pont...) ;
- un plan d'exécution à une échelle appropriée (1/500 ou 1/1000) faisant apparaître l'implantation des ouvrages et le cas échéant, les ouvrages à une plus grande échelle ;
- un calendrier prévisionnel de réalisation;
- un dossier d'exploitation du chantier qui présente les modalités prévues pour la gestion du trafic routier et le maintien des accès; les contraintes prévisibles pour la sécurité et la pérennité de la circulation,
- le cas échéant, les noms et l'adresse du coordonnateur de sécurité;
- le cas échéant, la demande des arrêtés de réglementation de la circulation (alternat, déviation etc.) ;
- la coupe des tranchées,
- la coupe type représentant le mode de superposition au droit des aqueducs et des ponts ;
- Les modalités de remblaiement des fouilles (matériel, mode opératoire, contrôles) ;
- les modalités proposées pour la reconstitution des couches de roulement ;
- En cas de franchissement d'un pont, les sondages préalables effectués pour reconnaître l'épaisseur de la chaussée jusqu'à la structure de l'ouvrage ou les dispositions particulières pour accrocher le réseau à la structure et les modalités particulières aux abouts de pont.

Cas des télécommunications : La demande de l'opérateur de télécommunication devra comprendre les pièces énumérées à l'article R 20-47 du Code des Postes et Télécommunications

ARTICLE 3 : IMPLANTATION ET MODE DE REALISATION DES TRANCHEES

LES DISPOSITIONS DE LA NORME NF P 98 – 331 SONT APPLICABLES ET SONT COMPLETEES OU REMPLACEES PAR LES PRESCRIPTIONS SUIVANTES :

Trafic : Pour la détermination de l'importance du trafic, il sera tenu compte de la classe de la route départementale :

- Routes départementales de classes A et B : Trafic fort,
- Routes départementales de classe C : Trafic moyen,
- Routes départementales de classes D et E : Trafic faible.

Localisation des tranchées longitudinales : Les tranchées doivent être réalisées à l'endroit de la voie qui perturbe le moins sa gestion et celle des équipements de sécurité ou de signalisation déjà existants ou projetés par le Département.

Une bande de l'accotement située entre une distance de 0,70m et de 1m50 du bord de la chaussée pourra être neutralisée par les services techniques du Département en vue de l'installation ultérieure de dispositifs de sécurité en particulier lorsque la hauteur du remblai est supérieure à quatre mètres.

En dehors des agglomérations aucune canalisation ne pourra être placée dans les bordures de trottoir et les caniveaux exception faite des ouvrages d'art qui feront l'objet d'une étude spécifique au cas par cas.

Dans la mesure du possible, les tranchées longitudinales seront implantées dans les zones les moins sollicitées par ordre de priorité :

- **Priorité 1 :** sous les espaces verts, de préférence côté déblai. Au-delà d'une distance de 2m00 mesurée à partir du bord de la chaussée, l'accotement est considéré comme un espace vert
- **Priorité 2 :** Sous les accotements non pourvus de trottoirs, coté déblai à une distance de plus de 0,70m du bord de la chaussée.
- **Priorité 3 :** sous les accotements non pourvus de trottoirs, coté déblai, dans une bande comprise entre le bord de la chaussée et 0m70.
Dans le cas d'un accotement étroit bordant un fossé, des dispositions techniques particulières pourront être demandées pour ne pas nuire à sa stabilité,
- **Priorité 4 :** sous les accotements non pourvus de trottoirs côté remblai, dans une bande comprise entre le bord de la chaussée et 0m70 ou à plus de 1m50 du bord de chaussée. Le drainage de la tranchée sera obligatoire.
- **Priorité 5 :** sous les trottoirs si possible sur l'axe de ceux-ci,
- **Priorité 6 :** sous chaussée dans l'axe de la voie de circulation mais dans tous les cas en dehors des bandes de passage des roues des véhicules pour les chaussées ayant une largeur supérieure à 5m00 et à 1m00 du bord de la chaussée pour autres RD,
- **Priorité 7 :** A défaut les autres implantations envisageables.

Si la section de chaussée concernée par les travaux comporte un ou plusieurs aqueducs, le demandeur le demandeur devra décrire dans sa demande la technique proposée pour permettre le croisement de ses ouvrages et des aqueducs..

Implantation des ouvrages annexes : Les chambres de tirage, les regards, les robinets, les vannes et tous les ouvrages annexes ne seront pas autorisés sous la chaussée, sauf impossibilité technique dûment constatée.

Procès-verbal contradictoire d'implantation : Un procès-verbal contradictoire d'implantation pourra être dressé avant exécution de travaux dans l'emprise du domaine public à la demande des services techniques du Département.

Découpe du revêtement : Les bords de la zone d'intervention effective doivent être préalablement entaillés de façon franche et rectiligne par tout moyen permettant d'éviter la détérioration du revêtement et du corps de chaussée en dehors de l'emprise de la fouille.

La totalité des matériaux liés constituant la couche de base et la couche de roulement de la chaussée seront sciés ou découpés.

Sur les routes départementales de classes A et B la découpe s'effectuera par sciage. Une deuxième découpe « de finition » de l'enrobé pourra être rendue nécessaire après remblaiement de la tranchée et avant exécution du revêtement, lorsque les bords de découpe ont été endommagés.

Sur les routes départementales de classes C, D et E, la découpe s'effectuera dans les mêmes conditions que pour les RD de classes A et B lorsque le revêtement est un béton bitumineux. La découpe à la bêche pneumatique sera tolérée lorsque le revêtement est un enduit.

La découpe s'effectuera à une distance minimum de 10 centimètres de part et d'autre des parois verticales de la tranchée projetée.

Exécution de la fouille pour les canalisations traversant une chaussée : En dehors des cas où, en accord avec les services techniques du département une déviation du trafic peut être mise en place localement sans porter atteinte à la sécurité et à la commodité des déplacements et à la desserte des riverains, les tranchées seront exécutées impérativement par demi-largeur de chaussée et sans interruption de la circulation.

Matériel : L'utilisation d'engins dont les chenilles ne seraient pas équipées de dispositifs de protection contre la dégradation du sol ne sera pas autorisée sur la chaussée. En ce qui concerne les trancheuses, l'utilisation de chenilles sera tolérée mais les dégâts éventuels seront intégralement réparés.

Etalement et blindage des fouilles : L'étalement ou le blindage de la tranchée pourra être exigé quelle que soit sa profondeur si la nature du terrain l'exige ou si les effets de la circulation ou des intempéries peuvent nuire à la stabilité des chaussées ou des terrains découpés.

Longueur maximale de tranchée ouverte : Lorsque la circulation est maintenue sur la chaussée, sur ou à proximité de laquelle est ouverte une tranchée, la longueur maximale à ouvrir sera égale à celle que l'entreprise sera capable de refermer dans la même journée.

Des dérogations pourront être éventuellement accordées notamment lorsque plusieurs réseaux sont mis en souterrain en tranchée commune ou dans le cas de chantiers exceptionnels.

Dans les cas de la mise en œuvre de matériaux auto compactants ou nécessitant un temps de séchage, un alternat par feux pourra être maintenu de jour comme de nuit par le demandeur et à ses frais. La tranchée sera refermée et revêtue et remise sous circulation les fins de semaine et les jours fériés.

Aucune tranchée ne pourra rester ouverte en dehors des horaires normaux de travail sans que des dispositions particulières aient été prévues et acceptées préalablement. Les fins de semaine et les jours fériés, les tranchées seront comblées et la chaussée sera reconstituée provisoirement afin de rendre à la circulation normale toute la largeur de la chaussée.

Fourreaux ou gaines de traversées : La mise en place d'une gaine ou d'un fourreau pourra être exigée aux traversées de chaussée par une canalisation ou un câble. Les alvéoles spécifiques aux télécommunications sont considérées comme de tels fourreaux.

La construction d'une chambre ou d'un regard ou de dispositifs de sectionnement de part et d'autre de la chaussée pourra également être imposée lorsque la canalisation enterrée est susceptible d'être remplacée.

Elimination des eaux d'infiltration : Dans toutes les chaussées en pente et dans toutes les tranchées établies dans l'accotement coté remblai, il sera prévu au minimum un exutoire par tronçon de 100 mètres de tranchée afin d'éliminer l'eau que cette tranchée est susceptible de drainer.

Quelle que soit la pente de la chaussée et lorsque celle-ci est située dans un secteur géologiquement sensible, la création d'exutoires complémentaires pourra être exigée. De plus, dans ces secteurs sensibles et notamment lorsque les venues d'eau sont importantes il pourra être prescrit la mise en place de drains longitudinaux.

Remblayage : Il est interdit d'abandonner, dans les fouilles, des corps métalliques, chutes de tuyaux, morceaux de bouche à clé, afin de ne pas perturber une éventuelle détection magnétique ultérieure.

L'utilisation des matériaux extraits ne sera autorisée que dans les cas suivants :

- Sous les espaces verts,
- Sous les accotements lorsque la tranchée se situe à une distance de plus de 2m00 du bord de chaussée des routes départementales de classes A, B ou C et à plus de 0m70 pour les autres routes.

Les matériaux utilisés en remblai seront conformes à ceux présentés dans les structures de tranchées type présentées en annexe 1 du présent règlement. Des matériaux équivalents ou des produits de recyclage pourront être utilisés sur présentation de justifications et après accord des services techniques du Département.

Cas particulier des tranchées étroites : L'utilisation des matériaux auto compactants sera autorisée pour le remblaiement des tranchées étroites sous chaussée ou sous trottoirs sous réserve :

- Des capacités d'essorage du matériau encaissant
- Des contraintes pour la restitution de la voie à la circulation
- De la localisation de la tranchée et de ses conséquences sur le drainage du corps de chaussée
- De la reconstitution du de la couche de base et de la couche de roulement ou du revêtement du trottoir à l'identique (pas de remblayage en matériaux auto compactants jusqu'à la couche de roulement).

Dans le cas des routes de classes A et B, la chaussée sera reconstituée soit par une épaisseur de 15 cm de béton bitumineux, soit par une épaisseur de 9 centimètres de graves émulsions et de 6 cm de béton bitumineux.

Dans le cas de routes de classes C, D et E la chaussée sera reconstituée par une épaisseur de 15 centimètres de graves-émulsion et d'un enduit bi-couche.

Cas particulier de techniques innovantes telles que les micro-tranchées : Des dérogations pourront être données en vue de l'utilisation de techniques innovantes sur proposition du demandeur et sous réserve de leur compatibilité avec la conservation et l'entretien du domaine public routier.

Opérations de contrôle du compactage : Le contrôle du compactage sera exécuté par l'intervenant.

Le Département se réserve le droit de faire exécuter des contrôles contradictoires.

L'intervenant informera les services techniques du Département, des dates des essais et contrôles pour leur permettre éventuellement d'y assister ou de réaliser leurs propres contrôles.

Réfection de la chaussée et des dépendances : La réfection définitive immédiate de la chaussée la méthode retenue par le Département de l'Aveyron.

Cependant, une réfection provisoire suivie d'une réception définitive dans un délai inférieur à un an pourra être autorisée pour des raisons techniques, sur demande motivée de l'intervenant.

Les travaux de réfection définitive ou provisoire sont réalisés par l'intervenant.

Si une signalisation subsiste entre la réfection provisoire et la réception définitive, sa pose ainsi que sa maintenance seront effectuées par l'intervenant et à sa charge. Des prescriptions particulières pourront être imposées au permissionnaire pendant cette période en vue de limiter les risques pour les usagers de la route.

Reconstitution des surfaces pour chaussées, trottoirs et espaces verts : Les structures à reconstituer à l'identique sont celles présentées dans les schémas des structures de tranchées-types de l'annexe n°1.

Si la signalisation d'axe, de rive ou des marquages spéciaux sont endommagés, ils seront reconstitués à l'identique. Le produit utilisé devra recevoir l'accord des services techniques du Département

ARTICLE 4 : PASSAGES SUR OUVRAGES D'ART

Lorsque la canalisation doit franchir un pont, un ponceau ou un aqueduc ou lorsqu'elle est située sur un mur de soutènement ou à proximité de celui-ci, le demandeur devra produire une étude spécifique qui précise les modalités de franchissement en fonction de la nature de l'ouvrage.

Lorsque des réservations sont disponibles, elles seront obligatoirement utilisées.

La canalisation ne devra en aucun cas :

- réduire la résistance de l'ouvrage,
- entraîner un surcoût pour les opérations d'entretien et de réparation de l'ouvrage,
- réduire la capacité d'écoulement des eaux sur ou sous l'ouvrage,
- réduire la capacité de trafic sur l'ouvrage.

Des prescriptions complémentaires pourront être demandées en fonction de la nature et de la fonction de l'ouvrage

ARTICLE 5 : RECEPTION DES TRAVAUX

L'intervenant informera les services techniques du Département de l'achèvement des travaux et demandera par écrit la réception définitive ou provisoire de ceux-ci.

En cas de réception provisoire, la demande de réception définitive est effectuée sur demande écrite de l'intervenant dans un délai maximum de un an après la date de réception provisoire.

La réception définitive du chantier est prononcée par l'établissement d'un procès verbal de réception. Les services techniques du Département peuvent imposer une visite contradictoire du chantier.

L'original du procès verbal est conservé par les services techniques du Département.

Le procès verbal de réception mentionne notamment la situation du chantier, les dates d'ouverture et d'achèvement, la position et la largeur de la tranchée, les résultats des mesures de déformations constatées.

A l'exception de la réception des chantiers réalisés sur des ouvrages d'art qui ne sera jamais tacite, la réception définitive est acquise tacitement si les services techniques du Département n'ont donné aucune suite ou n'ont transmis aucun courrier ou pièce administrative dans un délai de deux mois à la suite de la date de réception de la demande écrite de l'intervenant.

Sauf dispositions particulières indiquées dans l'autorisation ou l'accord de voirie, les critères de qualité retenus pour prononcer la réception définitive seront les suivants:

Pour les tranchées sous chaussée :

1° l'absence de déformation supérieure à un centimètre mesurée transversalement par rapport au niveau de la partie de chaussée non modifiée,

2° l'absence de dégradations sur la couche de surface. Si la couche de surface est un enduit superficiel d'usure, il sera fait application de la norme NF P 98 160.

Pour les tranchées sous accotements revêtus:

l'absence de déformation supérieure à deux centimètres mesurée transversalement par rapport au niveau de la partie de l'accotement non modifiée,

Pour les tranchées sous accotements non-revêtus:

l'absence de déformation supérieure à cinq centimètres mesurée transversalement par rapport au niveau de la partie de l'accotement non modifiée,

Pour les tranchées sous espaces verts:

L'absence de déformation supérieure à huit centimètres mesurée transversalement par rapport au niveau du terrain non modifié.

Sur demande des services techniques du Département l'intervenant devra fournir les résultats des contrôles qu'il a effectués. Dans le cas où toutes les phases normales de contrôle n'auraient pas été assurées, le Département se réserve le droit de procéder à des investigations complémentaires faites par un laboratoire de son choix et rémunéré directement par lui.

Les services techniques du Département pourront également procéder à la vérification des ouvrages. L'intervenant sera tenu d'effectuer toutes les opérations de réouverture des tranchées et de mise à disposition des ouvrages qui seront à sa charge ainsi que la remise en état des lieux.

ARTICLE 6 : DELAI DE GARANTIE – RESPONSABILITE DE L'OCCUPANT

Le délai de garantie d'une durée de un an commence à courir à partir de la date de réception définitive des travaux par les services techniques du Département quelle fasse l'objet d'un acte administratif ou d'une acquisition tacite..

En matière de réfection de chaussée, la responsabilité de l'intervenant est dégagée après expiration du délai de garantie de 1 an suivant la réception définitive sauf en cas de malfaçon ou de vice caché.

En cas de déformation supérieure à un centimètre mesurée transversalement par rapport au niveau de la partie de chaussée non modifiée, la technique de réparation sera la suivante :

Routes de classes A et B et routes de classes C revêtues d'un béton bitumineux : Fraisage ou enlèvement d'une épaisseur de six centimètres et réalisation d'un béton bitumineux sur la totalité de la largeur de la tranchée qui présente une non-conformité.

Autres routes : Reprofilage aux graves-émulsion et enduit bi couche sur la totalité de la largeur de la tranchée qui présente une non-conformité.

Tant que la réception définitive n'est pas prononcée ou acquise tacitement puis pendant le délai de garantie, l'intervenant doit assurer à ses frais l'entretien de la chaussée reconstituée.

Il sera tenu de procéder aux réparations immédiatement après la mise en demeure du Département.

Lorsque la déformation d'une tranchée exécutée sous une chaussée est supérieure à trois centimètres, cette valeur étant mesurée transversalement par rapport au niveau de la partie de chaussée non modifiée, l'intervenant devra exécuter les réparations dans un délai de cinq jours ouvrables.

Dans les autres cas la lettre de mise en demeure précisera le délai de réparation.

Lorsque les travaux de réfection ne sont pas entrepris dans le délai fixé par la mise en demeure, il y sera procédé d'office, au frais du permissionnaire.

En cas d'urgence nécessaire pour le maintien de la sécurité routière, le Département se réserve le droit d'exécuter sans délai et sans mise en demeure préalable et aux frais du pétitionnaire, les travaux qu'il jugera utile au maintien de la sécurité routière.

ARTICLE 7 : RECOLEMENT DES OUVRAGES

Dans le cas où les ouvrages de l'occupant seraient réalisés dans les emprises d'un ouvrage d'art de la voirie départementale, lors de la réception des travaux, les services techniques du Département devront être mis en possession des plans de récolement des canalisations ainsi que des dessins des ouvrages principaux exécutés sur le domaine public. Ils indiqueront l'emplacement des divers repères fixes qui auront été installés pour permettre de localiser les ouvrages et les canalisations.

Faute par l'intervenant de fournir les plans et dessins de ses ouvrages, la réception des travaux ne sera pas prononcée et sera différée jusqu'à leur production et l'intervenant ne pourra éluder l'entière responsabilité des accidents susceptibles d'être provoqués du fait de cette négligence par l'exécution de travaux au voisinage des dits ouvrages.

Dans les autres cas, les occupants du domaine public, quel que soit leur statut, devront tenir à la disposition éventuelle des services techniques du Département tous les plans de récolement des travaux mais sont dispensés de la fournir lors de la réception des travaux.

ARTICLE 8 : PIQUETAGE DES OUVRAGES

En l'absence de repérage permanent ou de plan de récolement suffisamment précis, lorsque les contraintes techniques relatives à des travaux projetés dans l'intérêt du domaine public occupé et conformes à sa destination, nécessitent de connaître avec précision la position des ouvrages, le Département, conformément au décret et aux textes en vigueur (Décret n° 91-1147 du 14 octobre 1991 en vigueur à la date de l'approbation du règlement de voirie) pourra demander à l'occupant d'indiquer sur le sol l'emplacement de ses ouvrages.

À Rodez, le **12 JAN. 2026**

Avis de Monsieur le Président du Département

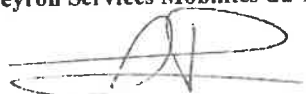
Projet d'arrêté de Monsieur le Maire de Druelle-Balsac concernant l'instauration d'une restriction temporaire de la circulation sur le réseau communal, chemin des carbonières, pour permettre d'effectuer des travaux ENEDIS, du 19 janvier au 27 février 2026, avec déviation par la RD 67.

La signalisation réglementaire sera mise en place par l'entreprise chargée des travaux.

Avis Favorable

Fait à Rodez, le **12 JAN. 2026**

**Le Président du Département,
Pour le Président et par délégation,
Le Responsable d'Aveyron Services Mobilités du Territoire Centre**



Adrien POMPIDOR